

Communiqué des élus PS/PRG et apparentés :

**Stop aux expulsions locatives :
Le droit au logement doit être une réalité pour tous !**

Après cinq années d'existence, le droit au logement opposable reste un échec, loin des belles promesses de la droite et très loin d'être à la hauteur des enjeux.

Les expulsions sans relogement vont reprendre le 15 mars, jetant des milliers de familles à la rue, faute de pouvoir payer leur loyer du fait de l'augmentation du chômage, d'un pouvoir d'achat attaqué de toute part, d'une flambée des loyers, des charges et du coût de l'énergie. La situation est devenue insoutenable ! Elle conduit des familles fragilisées, vivant dans l'angoisse permanente, à des situations d'exclusion, dégradant ainsi tous les domaines de leur existence : éducation, santé, emploi....

Pourtant, aucune mesure conséquente n'a été prise par le gouvernement Sarkozy-Fillon en cinq ans ! Bien au contraire : la loi Boutin a divisé par trois les délais d'expulsion, passant de 3 ans à 1 an, remettant en cause le maintien dans les lieux et abaissant les plafonds de ressource ; Les décisions d'expulsion ont augmenté de 48% en 10 ans.

Toutes ces mesures marquent la volonté du gouvernement de rendre le statut de locataire de plus en plus précaire, niant de fait la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (« *Toute personne a droit à un niveau suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement...* »). Parallèlement, l'Etat a drastiquement réduit les moyens alloués à l'hébergement d'urgence.

Pourtant les menaces se multiplient : De jeunes adultes sont contraints de retourner vivre chez leurs parents, des enfants souffrent de saturnisme car obligés de vivre dans des logements insalubres, des parents vivent dans la rue, dans des foyers, dans leur voiture, dans des caravanes, d'autres attendent des années avant de pouvoir accéder au logement social faute de HLM en nombre suffisant : Aujourd'hui, plus de 3 millions de personnes sont mal logées en France.

Une véritable politique du logement est nécessaire :

La priorité de François Hollande est de lutter contre le logement cher pour permettre à chacun de bien se loger, sans se ruiner. L'encadrement des loyers, la construction de 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants dont 150 000 logements très sociaux grâce au doublement du plafond du livret A, le renforcement de l'article 55 de la loi SRU sont autant de chantiers prioritaires pour François Hollande.

A quelques jours de la fin de la trêve hivernale, les élus PS/PRG et apparentés tirent la sonnette d'alarme et en appellent aux plus hautes autorités de l'Etat pour qu'elles prennent leurs responsabilités face au risque de jeter des familles à la rue.

M. Raoul Mercier
Président du groupe PS

M. Ahmed Laouedj
Président du groupe PRG